



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 07/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GUEDON**

Le Pas de l'Espies  
33860 Donnezac

Références : 25-275  
Code AIOT : 0005200729

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement GUEDON implanté Le Pas de l'Espies 33860 Donnezac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUEDON
- Le Pas de l'Espies 33860 Donnezac
- Code AIOT : 0005200729
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GUEDON exerce sur la commune de Donnezac, au lieu-dit «le Pas de l'Espies», des activités de travail et de traitement du bois.

Les principaux produits finis, générés par les activités de la société GUEDON, sont aujourd'hui principalement des bois dits «de sciage» (charpentes, liteaux,...). La clientèle de ces produits est principalement métropolitaine ainsi que les départements d'outre-mer.

Un historique de la société est fourni ci-dessous:

- 1989: fabrication de piquets de vignes à base de pin et installation d'un premier autoclave destiné à la fabrication de rondins (bois ronds fraisés);
- 1998: création d'une chaîne de sciage destinée à fabriquer des piquets de vignes à base d'acacia, qui contrairement aux piquets de vignes à base de pins, n'ont pas besoin de traitement;
- 2004: création d'un deuxième autoclave pour le traitement de bois pour des prestataires extérieurs ;
- 2005: mise en fonctionnement de la raboteuse afin de fabriquer du bois de construction (charpentes, menuiseries, ossatures bois, parquets, aménagements extérieurs tels que la fabrication de palissades,...).

La fabrication de charpentes et de bois de coffrage nécessite un traitement du bois par trempage.

La fabrication de lame de terrasse, bardage nécessite un traitement du bois par autoclave.

En 1989, le bois de piquets représentait 95% de la production. Aujourd'hui, la fabrication de piquets a été arrêtée et c'est le bois de sciage qui représente la quasi totalité de la production du site.

La société réalise également du traitement de bois pour le compte de tiers.

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 11 février 1991. Il a également fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires, et notamment d'un arrêté complémentaire du 31 août 2016 visant à actualiser les prescriptions applicables au site.

Enfin, en 2022, la société s'est dotée d'un séchoir à bois pour les besoins de sa production. La visite du jour a permis d'aborder le dossier déposé fin 2022 à ce sujet, qui fera l'objet d'une instruction par l'inspection suite aux compléments apportés par l'exploitant en parallèle de la visite.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions de stockage – bois en plein air	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 30.1 à 30. 4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Suivi du produit de traitement	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 32	Demande d'action corrective	1 mois
15	Confinement des eaux	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 39.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	incendie			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des installations	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 3	Sans objet
3	Conditions de stockage – sciures	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 30.5	Sans objet
4	Conditions de stockage – bois sous hangar	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 31	Sans objet
5	Stockage du produit de traitement	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 32	Sans objet
7	Installations de traitements	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.2	Sans objet
8	Exploitation de l'installation de traitement	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.1	Sans objet
9	Procédé de traitement	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.3	Sans objet
10	Etanchéité des cuves de traitement	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.3	Sans objet
11	Détection des fuites	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.3	Sans objet
12	Fonctionnement des autoclaves	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.5	Sans objet
13	Propreté des ateliers de travail du bois	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 34	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 39.7	Sans objet
16	Suivi des eaux souterraines	AP Complémentaire du 31/08/2016, article 41	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitation de l'établissement était conforme aux prescriptions de fonctionnement du site, aux remarques prés formulées dans le présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le 8 novembre 2022 un courrier informant de l'ajout d'un nouveau séchoir sur le site, alimenté en gaz propane, ainsi que le changement des produits de traitement de bois. Ce courrier avait été jugé incomplet par l'inspection qui avait sollicité des compléments de la part de l'exploitant par un courriel du 03/01/2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu la demande de compléments et pensé que la modification avait été prise en compte. Suite à la visite, l'exploitant a transmis les documents demandés par l'inspection. Ces éléments seront instruits par ailleurs et feront l'objet si besoin d'un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conditions de stockage – bois en plein air

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 30.1 à 30. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  30.1 - La hauteur des piles de bois ne doit pas dépasser 3 m. Les piles de bois sont stockées en îlots de 500 m2 de surface maximum, séparés par des allées de 3 m de largeur minimum. 30.2 - Dans le cas où le dépôt serait délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle que grillage, palissade ou haie, l'éloignement des piles de bois de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des piles.          30.4 - L'exploitant met en place au niveau de son installation de stockage de bois : <ul style="list-style-type: none"><li>• une procédure de déchargement et de manutention ;</li><li>• des procédures visant à respecter la hauteur maximale des piles prévue dans le présent</li></ul>

- arrêté et la distance d'éloignement des piles par rapport aux limites de propriété ;
- une procédure de rotation des stocks ;
- un plan d'entretien des allées et des voies d'accès.

#### Constats :

Les conditions de stockage du bois en plein air ont été vérifiées par sondage lors de l'inspection et étaient respectées dans l'ensemble à l'exception de deux points particuliers :

- en certains endroits, la distance entre les piles de bois et la clôture du site semblait insuffisante. L'exploitant a indiqué qu'il avait pris en référence la limite de propriété qui était derrière la clôture et donc plus éloignée. Il a indiqué qu'il veillerait à respecter la distance requise par rapport à la clôture;
- sur une zone du site, un stockage de bois (délignures) avait une hauteur qui dépassait 3 mètres. L'exploitant a indiqué que l'entreprise externe qui lui reprenait ces délignures avait connu un incident et un arrêt d'activité, ce qui a causé une accumulation du stock. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cette société avait repris son activité et qu'une évacuation était prévue prochainement. L'exploitant a transmis suite à l'inspection une photo faisant état de l'évacuation d'une partie de ce stock.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à mettre à jour la procédure visant à respecter la hauteur maximale des piles et la distance d'éloignement des piles par rapport aux limites de propriété afin de prendre en compte la distance par rapport aux "clotures non susceptible de s'opposer à la propagation du feu" tel que prévu par l'arrêté.

Il veille également à s'assurer du respect des hauteurs maximales des piles en toutes circonstances, en mettant en place des procédures de rotation des stocks en cas d'accumulation de bois sur une des zones du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Conditions de stockage – sciures

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/08/2016, article 30.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de stockage

#### Prescription contrôlée :

Les stockages de sciures sont effectués en benne. L'exploitant met en place une procédure en cas d'alerte incendie pour isoler les bennes du reste de la scierie ceci pour éviter tout risque d'effet domino.

#### Constats :

Le stockage des sciures est bien réalisé en benne et n'a pas amené de remarque particulière lors

de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conditions de stockage – bois sous hangar**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur des dépôts de bois dans les 2 bâtiments de stockage est limitée à 5 m maximum.</p> <p>La surface de stockage est respectivement de 720 m2 maximum dans le bâtiment « CANTILEVER » et de 735 m2 maximum dans le bâtiment « PLOTS ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié par sondage le respect de la hauteur maximale de stockage dans les bâtiments. Cette vérification n'a pas amené d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Stockage du produit de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout dépôt de produits sur des aires extérieures non couvertes et non aménagées à cet effet est interdit.</p> <p>Le local destiné au stockage de produits de préservation du bois doit être clos et la clé confiée à un agent responsable.</p> <p>Le sol de celui-ci doit être étanche, maintenu en parfait état de propreté et équipé de façon à pouvoir recueillir facilement les produits libérés lors d'accidents de manutention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage de produits de préservation du bois est bien réalisé dans un local clos. La vérification du sol de ce local lors de l'inspection n'a pas mis au jour des défauts d'étanchéité ou autre écart aux prescriptions de fonctionnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Suivi du produit de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des quantités de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant doit tenir un registre sur lequel est porté, pour chaque produit :</p> <p>la date de livraison et la quantité livrée,</p> <p>la date de sortie et la quantité prélevée,</p> <p>la quantité totale en stock.</p> <p>Ce registre est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant lui permet de savoir les différentes quantités livrées et les dates de livraison associées. De même, il peut indiquer les dates à laquelle les contenants vides sont évacuées via la consultation du registre Trackdéchets mis en place par la société.</p> <p>En revanche, la quantité totale en stock n'est pas suivi directement sur un registre: l'exploitant a indiqué qu'il lui suffisait de sommer les quantités de produits reçues pour connaître la quantité en stock. Ce point pourrait utilement être ajouté dans le registre papier que tient l'exploitant ou informatisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à faire figurer dans son registre de suivi l'ensemble des informations prévues par la prescription suscitée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Installations de traitements

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traitement du bois</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement du bois sont constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un bac de trempage muni d'une rétention conforme aux dispositions du présent arrêté ;</li> <li>- de deux autoclaves munies de rétentions conformes aux dispositions du présent arrêté ;</li> <li>- de stockages de produits de traitement purs par fûts sur rétention.</li> </ul> <p>Le sol du bâtiment dans lequel ont lieu les opérations de traitement du bois est étanche.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de traitement constatées lors de l'inspection sont bien celles identifiées par l'arrêté applicable au site. Par ailleurs, aucun défaut d'étanchéité n'a été observé lors de la visite de ces installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Exploitation de l'installation de traitement



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de traitement du bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le traitement du bois ne doit être confié qu'à des personnes instruites des dangers que comporte cette activité, tant pour elles-mêmes que pour le milieu extérieur.</p> <p>Une instruction écrite doit figurer dans un emplacement de l'unité de traitement rendant aisée sa lecture ; celle-ci édicte les conduites à tenir en cas de déversement accidentel de produit de traitement, pur ou dilué.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les instructions écrites figurant sur l'installation de traitement sont claires et reprennent les dispositions à tenir en cas de déversement accidentel de produit de traitement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le traitement était réalisé par une personne spécifiquement formée aux dangers de cette activité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Procédé de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement du bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'égouttage (au-dessus du bac) est réalisé pendant une durée au moins égale à celle préconisée par le fournisseur de produit de traitement s'il y en a. Elle sera de 1 heure minimum.</p> <p>Le bois traité est laissé à sécher dans un bâtiment couvert pendant une durée au moins égale à celle préconisée par le fournisseur de produit de traitement s'il y en a. Elle sera de 4 heures minimum pour le bois trempé et de 48 heures minimum pour le bois traité en autoclaves.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les procédures de traitement consultées lors de l'inspection reprennent les préconisations du fournisseur du produit de traitement pour l'égouttage et le séchage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Etanchéité des cuves de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement du bois
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étanchéité et le bon état des cuves, réservoirs, caniveaux et rétentions sont vérifiés au moins tous les 12 mois. Les vérifications doivent faire l'objet d'un enregistrement pour assurer la</p>

traçabilité de ces contrôles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni lors de la visite les fiches de vérification qui sont réalisées sur les cuves annuellement. Ces fiches listent les vérifications à effectuer et sont consignées dans un registre tenu par l'exploitant. L'examen de ces fiches n'a pas amené de remarque particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Détection des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement du bois
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de détecter rapidement une fuite ou un débordement du bac de trempage, un dispositif déclenchant une alarme sonore ou visuelle est mis en place : sur le bac de rétention du bac de traitement (point bas) ; sur le bac de trempage (point haut).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le bac de trempage était bien équipé d'alarmes sonores et visuelles, qui n'ont pu être testées lors de l'inspection car la personne responsable du traitement était absente et l'installation de traitement avait été mise hors tension. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis une vidéo qui atteste du bon fonctionnement de ces alarmes sonores et visuelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Fonctionnement des autoclaves**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 33.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Verrouillage des autoclaves lors du traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un dispositif d'asservissement (sécurité) est présent au niveau des autoclaves. En particulier, pour que les autoclaves puissent fonctionner, les portes doivent être fermées et verrouillées. Dans le cas contraire, la mise en marche est impossible. Si le verrou de sûreté n'est pas bien fixé dans l'anneau de fermeture, le démarrage ne doit pas être possible. De même, en fin de fonctionnement, l'ouverture de la porte ne peut avoir lieu qu'à la fin du cycle de traitement. Les systèmes de fonctionnement et de sécurité des deux autoclaves ne permettent pas l'ouverture des portes pendant un cycle de traitement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a confirmé que le fonctionnement de l'autoclave nécessitait une fermeture des portes, et que la porte restait bel et bien fermée jusqu'à la fin du cycle de traitement.

Lors de l'inspection, un cycle de traitement était en cours, et les portes de l'autoclave verrouillées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Propreté des ateliers de travail du bois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie et ATEX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toute accumulation de copeaux, écorces, sciures ou poussières de bois. Notamment, les équipements sont conçus de façon à faciliter leur nettoyage et à réduire les surfaces où ces matériaux pourraient s'accumuler.</p> <p>Les machines de travail du bois qui le nécessitent sont équipées d'un dispositif d'aspiration de poussières.</p> <p>Les issues des ateliers sont maintenues libres et accessibles en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de travail du bois sont apparues globalement propres lors de l'inspection. L'inspection a pu constater la présence de dispositifs d'aspiration de poussières sur plusieurs machines de travail du bois.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de problématiques quant aux issues des ateliers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 39.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Il doit notamment disposer :</p> <p>[...]</p> <p>d'une réserve incendie de 200 m<sup>3</sup> munie d'une aire d'aspiration, équipée d'une colonne de 150 mm avec 2 sorties de 100 mm conformément à la fiche annexée au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une réserve de 240 m<sup>3</sup> équipée conformément aux prescriptions de fonctionnement du site et en bon état de fonctionnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 39.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque le réseau de collecte des eaux pluviales et de ruissellement est susceptible de recevoir des eaux polluées ou des eaux provenant de la lutte contre un incendie, l'effluent est dirigé vers un bassin de sécurité étanche ou tout dispositif de confinement équivalent dont la capacité disponible est dimensionnée de façon à recevoir la totalité de ces eaux. Le volume de cette capacité de confinement est d'au moins 200 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les effluents du site sont dirigés vers un bassin étanche disposant de la capacité nécessaire. Lors de l'inspection, la présence de ce bassin a pu être constatée. En revanche, l'exploitant n'a pu justifier de l'étanchéité de ce bassin (bien que des eaux de pluie y étaient présentes et que ces eaux ne semblaient pas s'infiltrer en raison de la nature du sol) ni de mesures mises en oeuvre afin de garantir que la capacité de 200 m <sup>3</sup> était garantie en toutes circonstances.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie :  - le caractère étanche du bassin de confinement de son site; - l'organisation et les actions mises en oeuvre afin de garantir qu'un volume de 200 m <sup>3</sup> est bien disponible en toutes circonstances pour confiner les eaux d'extinction du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 16 : Suivi des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2016, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau sont réalisés dans ces puits.  Des analyses sont effectuées sur les prélèvements dans les conditions énoncées ci-après :  Paramètre Hauteur de la nappe pH Conductivité Température  Hydrocarbures totaux

Propiconazole Chrome VI
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de mesures des eaux souterraines de juin et octobre 2024 ont été transmis par l'exploitant. Ces rapports permettent de confirmer que l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté ont bien été vérifiés et aucune substance liée au traitement du bois n'a été détectée dans les eaux souterraines au droit du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>